

Des politiques publiques pour la jeunesse rurale au Brésil

Maria José Carneiro, anthropologue, enseignante; Programme universitaire de sciences sociales en développement, agriculture et société, Université fédérale de Rio de Janeiro. mjcarneiro@terra.com.br

Maíra Martins, chercheuse en sciences sociales, étudiante dans ce même programme

LE SOUCI de tracer des lignes directrices et formuler des politiques publiques pour la jeunesse est relativement récent au Brésil. C'est à partir du gouvernement Lula que sont apparues des mesures significatives comme la création, en 2005, d'un Secrétariat national de la jeunesse qui vise à élaborer des politiques destinées à la jeunesse.

UNE DES INITIATIVES les plus importantes du Secrétariat fut l'institutionnalisation du Conseil national de la jeunesse composé pour $\frac{2}{3}$ de représentants de la société civile (diverses entités, organisations et mouvements sociaux ruraux et urbains) et $\frac{1}{3}$ de représentants du gouvernement.

Ces initiatives apparaissent dans un contexte d'intense débat promu par les entités représentatives de la jeunesse urbaine et rurale, autour de questions relatives au rôle des jeunes dans la société, ainsi qu'à leurs droits et revendications. La perception de la jeunesse comme représentant une part significative de la population directement atteinte par les drames sociaux contemporains comme le chômage, la violence et la criminalité ou l'échec scolaire, bien qu'elle se reflète dans les actions gouvernementales, peut être comprise comme faisant partie d'un processus social de construction et de reconnaissance d'un nouvel acteur social.

Apporter des financements pour éviter l'exode. Concrètement, les principales politiques pour la jeunesse rurale sont : le programme complémentaire à la réforme agraire intitulé « Nossa Primeira Terra » (« notre première terre ») et la ligne d'investissement du programme national de renforcement de l'agriculture familiale pour les jeunes (« Pronaf-Jovem ») qui visent à générer des revenus, stimuler l'installation des jeunes dans une exploitation agricole et réduire l'exode rural.

« Notre première terre » apporte un financement pour l'acquisition de terres, il est partie prenante d'un programme national de crédit foncier. Le public cible est constitué de fils d'agriculteurs ou d'étudiants en écoles d'agriculture ou maisons familiales rurales âgés de 18 à 24 ans. Ils doivent eux-mêmes être organisés en association pour avoir accès au crédit.

« Pronaf-Jovem » est une ligne de

financement pour le développement d'activités agricoles ou d'investissements dans la campagne. Elle est aussi orientée pour les jeunes entre 16 et 24 ans qui suivent une école technique agricole de niveau moyen ou qui ont un minimum de 100 heures de cours technique ou de stage. La limite de financement est de 6 000 Reais (2 200 euros). Cependant, les représentants des organisations de jeunes ruraux regrettent une bureaucratie excessive et des critères de sélection des bénéficiaires qui rendent l'accès au crédit difficile pour une grande partie des populations rurales jeunes qui ne fréquentent pas les écoles techniques agricoles.

Dans le domaine de l'éducation on trouve encore le programme national d'éducation de la réforme agraire (Pronera). Cette politique du gouvernement fédéral est mise en oeuvre par l'Institut national de la réforme agraire (Incra) et le ministère du Développement agraire (MDA), en partenariat avec les organisations de travailleurs ruraux et les mouvements sociaux, comme les institutions publiques d'enseignement, les gouvernements municipaux et l'État. L'objectif du programme est d'augmenter la scolarisation des travailleurs touchés par la réforme agraire dans une perspective pédagogique qui valorise le contexte social vers lequel il s'oriente. Il propose et appuie des projets d'éducation à tous les niveaux d'enseignement, pour les jeunes et les adultes, visant à combattre l'analphabétisme et former des éducateurs et coordinateurs locaux comme promoteurs et organisateurs d'activités dans les communautés. Bien qu'il ne soit pas un programme exclusivement destiné aux jeunes, ces derniers en sont les principaux bénéficiaires.

Le groupement social « Jeunes ruraux », créé en partenariat avec les organisations syndicales et le gouvernement, est aussi voué au renforcement des capacités des jeunes ruraux.

Bien que considérées par le gouvernement lui-même et les leaders

syndicaux comme une action compensatrice qui ne résoudra pas les problèmes de manque de formation et de renforcement des capacités des jeunes, ces deux initiatives ont pour avantage qu'elles sont le résultat d'une action conjointe entre le gouvernement et les organisations syndicales. Dans le cas du groupement social « jeunes ruraux », le gouvernement transfère les ressources à la commission nationale des jeunes de la confédération nationale des travailleurs agricoles (Contag) qui met en oeuvre le programme *via* ses commissions au niveau des États.

Cependant, la mise en oeuvre de ce programme rencontre une série de difficultés, du fait de lourdeurs bureaucratiques.

Les organisations divisées quant aux programmes de financement.

Les organisations représentatives des travailleurs ruraux sont divisées pour ce qui concerne la politique de crédit foncier à l'attention des jeunes ruraux. D'un côté, on trouve celles (Contag et Fretaf) qui appuient l'initiative du gouvernement comme une alternative à la réforme agraire, surtout dans les zones qui ne sont pas passibles d'expropriation. Ces entités défendent l'organisation de la jeunesse rurale et des politiques spécifiques pour la jeunesse du monde rural. Elles revendiquent en priorité un programme d'éducation et la mise en place de politiques sportives et culturelles dans le monde rural. Ces organisations sont membres du conseil national de la jeunesse.

Au contraire, le mouvement des travailleurs ruraux sans terre (MST), comme la Via Campesina, ne participe pas à ce conseil. Le MST est plus critique en ce qui concerne les politiques publiques pour les jeunes, surtout vis-à-vis du programme « notre première terre ». Il considère que ce programme impliquerait l'endettement des jeunes pour acquérir des terres. Cette organisation réaffirme la défense d'une réforme agraire de grande ampleur, ➔

qui aille au-delà de mesures compensatoires et comprenne les problèmes de la jeunesse rurale comme ceux de toute une société et d'une époque, celle où nous vivons, dont les politiques ne peuvent être dissociées.

Joao Paulo, jeune leader du Mouvement des sans terres (MST) s'exprimait ainsi à l'occasion d'un séminaire à Rio de Janeiro, en mai 2006 : « *Le MST entrevoit la politique publique pour la jeunesse dans le cadre d'une réforme agraire comme une politique de distribution des terres (...). Nous avons une position tout à fait opposée à celle présentée par le gouvernement car nous sommes contre "Notre première terre"*². Selon nous, une partie des jeunes a recours à "Notre première terre" car l'État n'est pas capable de lancer un véritable processus de réforme agraire et de redistribuer les terres déjà disponibles sans que les personnes aient à s'endetter (...). Cette condition (le crédit) pour que les jeunes obtiennent une terre crée généralement "Mon premier jeune endetté", car le jeune aura difficilement les moyens de rembourser son crédit. Notre principale revendication est que l'État intervienne avec ses instruments et redistribue la terre afin de résoudre la question de la réforme agraire. »

En maintenant une critique des initiatives gouvernementales, le MST, à travers son représentant, attire l'attention sur les limites du système de crédit contenu dans Pronaf Jeunes. Malgré les avancées, comparé aux gouvernements antérieurs, il avertit que « *pour le MST, penser crédit n'est pas simplement répondre au besoin de paiement des coûts de production pour résoudre un problème urgent* » mais c'est aussi « *penser une politique plus globale sur la filière où l'on arrive à garantir que le jeune (...) peut, dans le milieu rural, résoudre des problèmes de revenu à travers la transformation de ses produits, des mécanismes coopératifs, la résolution de problèmes de commercialisation d'une partie de sa production agricole. Donc, la politique de crédit doit résoudre le problème des coûts de production,*

2. NDLR : Cela fait référence à la colonisation de nouvelles terres, menée par l'Institut national de colonisation et de réforme agraire (Incra). Le MST prône la redistribution des terres existantes, plutôt que la colonisation de nouvelles.

mais elle doit résoudre l'investissement comme un tout pour créer des mécanismes permettant aux jeunes de rester à la campagne et, dans le même temps, penser une perspective de transformation de leur production agricole ».

En ce qui concerne le programme national d'éducation rurale (Pronera), les propositions vont dans le sens de la création d'un nouveau dispositif pour le monde rural qui soit articulé à un programme de formation spécifique, qui prenne en outre en compte les spécificités de chaque type d'*assentamento*³. Étant donné les avancées obtenues à travers quelques-unes des expériences de ce programme, il est attendu qu'un tel projet de formation et de renforcement des capacités techniques soit intégré au sein d'un plan national de réforme agraire.

En conclusion, les mouvements sociaux comme le MST ou la Via Campesina ne reconnaissent pas que le thème de la jeunesse rurale doit être discuté indépendamment, dans la mesure où il existe des problèmes transversaux tant au monde des jeunes (rural et urbain) qu'au milieu rural dans son ensemble. Comme le rappelle le leader du MST (Joao Paulo), lors de la rencontre mentionnée précédemment, « *tous nos Assentamentos en zones rurales, d'une forme ou d'une autre, sont en relation avec la jeunesse des petits municipes du pays, et les besoins comme les problèmes sont les mêmes. Par conséquent, il est nécessaire de discuter de la jeunesse comme d'un tout, tant dans le milieu rural qu'urbain* ». Cette vision est justifiée par la nécessité de prendre en compte les questions qui sont communes à toute une classe sociale. Dans ce sens, les problèmes rencontrés par la jeunesse rurale ne peuvent être résolus par des politiques orientées pour ce seul segment social, sans compter que l'on entend déjà « *notre jeunesse doit aider à*

3. NDLR : Ensemble de personnes sans terre installées sur des terres dans le cadre de l'Incra.

construire un débat sur la lutte contre la guerre et la lutte anti-impérialiste dans ce pays ».

L'émergence de jeunes ruraux citoyens défenseurs d'une identité propre.

Une donnée pertinente est la revendication toujours plus présente dans les forums de discussion et la mobilisation politique des jeunes ruraux pour une intervention publique qui promeuve les activités culturelles et de loisirs pour les jeunes ruraux. Le fait que les jeunes, de nos jours, ne veulent plus être obligés de partir vers les villes pour avoir accès à l'éducation, au travail, aux loisirs ou à des activités

culturelles, est une donnée nouvelle qui fait sens. Ils comprennent qu'ils ont les mêmes droits que les jeunes urbains et revendiquent un accès à ces droits dans le milieu rural.

Comme on peut le constater, on assiste aujourd'hui au Brésil à un processus de mobilisation sociale et politique par et pour la jeunesse qui s'exprime dans

les recherches réalisées au plan national, les rencontres de jeunes de partis politiques, les mouvements sociaux et syndicaux des campagnes et des villes. Nous sommes face à un débat très riche et à une mobilisation croissante de la jeunesse rurale qui indiquent des directions nouvelles pour la construction d'une citoyenneté propre au milieu rural. ■

« LE FAIT QUE LES JEUNES, DE NOS JOURS, NE VEULLENT PLUS ÊTRE OBLIGÉS DE PARTIR VERS LES VILLES POUR AVOIR ACCÈS À L'ÉDUCATION, AU TRAVAIL, AUX LOISIRS OU À DES ACTIVITÉS CULTURELLES, EST UNE DONNÉE NOUVELLE QUI FAIT SENS »